

Olivier Meuwly, historien, Lausanne

Dominique Dirlwanger, maître d'histoire au Gymnase Provence, Lausanne

Usages et mésusages des mythes en histoire

La deuxième édition des Assises de l'enseignement de l'histoire a réuni des acteurs politiques et scolaires à Lausanne en janvier 2015. La discussion était organisée autour de deux tables rondes. La première visait à répondre à la question suivante : « À quoi sert l'histoire aujourd'hui ? » Il a d'abord été question du statut de l'histoire, de son rôle social, culturel et politique dans nos sociétés. La discussion a ensuite porté sur l'enseignement de l'histoire, sur son programme, ses méthodes et sa dotation horaire dans le contexte actuel de l'introduction du Plan d'études romand (PER) et des nouveaux moyens d'enseignement romands (MER). La seconde table ronde était intitulée « Histoire nationale, histoire globale. Quelle est la place des mythes en histoire ? ». À cette occasion, Dominique Dirlwanger et Olivier Meuwly ont confronté leurs points de vue sur le sujet. *Didactica Historica* publie ici leurs textes.

Olivier Meuwly. La place des mythes en histoire

L'histoire constitue un objet politique depuis la nuit des temps. Tout mouvement, tout régime a cru judicieux, à un moment ou à un autre de son parcours, de se légitimer par le truchement d'un passé dont il pourrait se prétendre l'héritier naturel, le continuateur inspiré ou le prolongement évident.

Transformée en arme politique, l'histoire gagne cependant en puissance symbolique ce qu'elle perd en pertinence scientifique... tout en s'ouvrant à toutes les manipulations. Les camps en présence peuvent ainsi adosser leurs discours à des interprétations plus ou moins biaisées, ou à tout le moins « arrangées », d'un passé qu'il s'agira de dépeindre dans sa dimension propagandiste.

Cadre structurant de la bataille des idées dont la politique se nourrit, l'histoire n'est utilisable dans ce domaine que si elle était l'argumentation qu'on a fait sienne. Dans le cas contraire, elle est reléguée au rang d'une mythologie que l'adversaire crée pour justifier une position bien entendu injustifiable...

La question du mythe en histoire ne peut se départir de cet arrière-fond. Mais qu'est-ce qu'un mythe? En général lancé dans le débat sous une teinte négative, ne peut-il pas adopter des contours plus positifs? Est-il forcément voué à se confondre avec une forme de mensonge plus ou moins bien assumée?

On ne peut nier que la Suisse entretient un rapport complexe avec son histoire. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'histoire de notre pays a en effet longtemps été présentée sur un mode linéaire, s'ancrant dans le lointain Moyen Âge pour accéder à sa plénitude dans le pieux équilibre dont le système né en 1848 et corrigé entre 1874 et 1891 serait nimbé.

Les années 70 et 80 du XX^e siècle ont changé la donne. Sur la base d'un appareil scientifique entièrement revisité, les historiens ont alors offert une autre vision de l'histoire suisse, marquée du sceau d'une histoire critique ouverte à d'autres approches, plus sociales, extraites d'une histoire événementielle vilipendée par les *Annales*. Était-elle pour autant dépourvue d'arrière-pensées politiques? On ne saurait le prétendre...

Cette réalité va exploser dans les années 1990, dans le contexte chahuté de la chute du Rideau de fer et de la reconfiguration générale du paysage politique qu'elle a entraînée. La question européenne



Allégorie de l'introduction de la Constitution fédérale de 1848.

Un héros en armure, symbole de la Suisse primitive héroïque, portant les couleurs d'une Suisse désormais placée sous l'égide d'un état fédéral et d'une constitution votée par le peuple, couronne Helvetia, image de la démocratie et gage d'unité nationale, en présence des troupes cantonales, des classes sociales et des emblèmes cantonaux... réunis après la guerre civile du Sonderbund. Une allégorie suffit ici aux radicaux vainqueurs. Ils n'ont pas encore recours aux mythes pour forger un sentiment d'unité nationale : Guillaume Tell, les Trois Suisses, le Grütli.

© http://de.m.wikipedia.org/wiki/Bundesverfassung_der_Schweizerischen_Eidgenossenschaft#/media/Datei: Bundesverfassung_1848_Schweiz.jpg, consulté le 10 mai 2015.

apportera sa propre contribution à la redéfinition alors en cours de la place de la Suisse dans l'histoire et sur notre continent.

Face à une histoire, critique certes, mais aussi orientée vers une critique de la Suisse en tant que telle et pas dénuée de mythes non plus, l'UDC a ressuscité l'histoire « mythique » traditionnelle de la Suisse pour imposer sa vision, en profitant aussi du silence du PDC et du PLR. Le retrait de ces deux partis en dehors de ce débat « historique » sera d'ailleurs l'une des raisons majeures de leur déclin électoral.

Ainsi, depuis une vingtaine d'années, mythes de droite et mythes de gauche s'entrechoquent dans un sanglant duel, qui laisse *in fine* les historiens souvent déconfits... C'est Guillaume Tell contre « la Suisse qui n'existe pas », pour reprendre le slogan qui fit florès à Séville en 1992!

Mais au lieu de reprocher à l'« autre » de tordre l'histoire à l'aune de ses préjugés en recourant à une vision falsifiée, « mythologisée » en somme, de l'histoire, ne faudrait-il pas s'interroger sur la nature de ces mythes et sur leur fonction ? C'est ce que je ferai ici, en me limitant aux mythes attribués à la relecture de droite de l'histoire suisse.

On oublie souvent que la renaissance du Grütli comme berceau de la Suisse n'a pas attendu Christoph Blocher pour s'épancher. Au début du XIX^e siècle, imprégné des idéaux véhiculés par le mouvement helvétiste et le romantisme philosophique, Frédéric-César de La Harpe chantait avec émotion les beautés de ce lieu sacré comme creuset de la liberté suisse par excellence ! Et il ne fallait pas le chicaner avec Winkelried, il n'aurait pas trouvé cela drôle...

Autre exemple : la Landsgemeinde. Lorsque les fondements de notre démocratie semi-directe se mettent en place, les radicaux d'alors savent pertinemment que cette assemblée tant célébrée est totalement subordonnée aux volontés d'une oligarchie paysanne. Mais là n'est pas le problème : c'est l'idée que représente la Landsgemeinde qui importe, comme idéal à atteindre ! En 1868, les démocrates zurichois organiseront quatre grandes « Landsgemeinden » qui, épaulées par une vaste récolte de signatures, conduiront le régime instauré par Escher à sa fin...

On sait ce qu'il faut penser de Guillaume Tell, de Stauffacher ou de Winkelried... Mais un mythe ne peut être décrié uniquement parce qu'il en est un. On aurait tort de négliger la dimension fécondante des mythes. Ils sont aussi constitutifs de l'histoire d'un peuple.

Il est bon de mettre les mythes sur la sellette, mais à condition aussi de les percevoir dans leur fonction « créatrice ». Les fondateurs de la Suisse moderne n'étaient pas naïfs. Il leur importait d'inscrire leur action dans un héritage source d'idéaux prometteurs. Les mythes accrochés à la Suisse « éternelle » n'ont pas toujours eu une mission réactionnaire.

L'auteur

Docteur en droit et ès lettres, **Olivier Meuwly** est adjoint au Secrétariat général du Département des finances et des relations extérieures du canton de Vaud. Il collabore régulièrement avec le quotidien *Le Temps*. Auteur de nombreux ouvrages portant sur l'histoire suisse et vaudoise, l'histoire des partis politiques et l'histoire des idées politiques, il a aussi organisé de nombreux colloques, notamment sur Frédéric-César de La Harpe et, récemment, sur le canton de Vaud et le Congrès de Vienne. Son dernier ouvrage, publié en 2013 aux Presses polytechniques et universitaires romandes, s'intitule *19 avril 1874. L'audace de la démocratie directe*. Il a également dirigé une *Histoire vaudoise*, à paraître prochainement.

olivier.meuwly@vd.ch

Dominique Dirlewanger. Réflexions sur l'usage des mythes en histoire et sur leur enseignement

Depuis les premiers écrits historiques d'Hérodote et de Thucydide au V^e siècle avant Jésus-Christ, la frontière entre faits réels et récits mythiques constitue un objet de débats entre historiens. Selon *Le Petit Robert*, la définition du mythe oscille autour d'un double sens, l'un positif, l'autre négatif. « *Récit fabuleux* » qui incarne des « *aspects de la condition humaine* » ou « *pure construction de l'esprit* », les mythes évoquent la « *représentation idéalisée de l'état de l'humanité dans un passé* ». De manière positive, les mythes fondent « *une doctrine ou une théorie philosophique sous une forme imagée* » (par exemple dans le mythe de la caverne chez Platon). De manière négative, cette « *image simplifiée, souvent illusoire, que des groupes humains élaborent* » peut servir à masquer, voire à déformer, la réalité (par exemple avec le mythe du « bon sauvage »). Depuis l'Antiquité, les historiens n'ont cessé d'analyser et de critiquer les sens des mythes.

À la fin du XIX^e siècle, au moment de la construction des États nations, la fonction du « récit national » s'est considérablement renforcée. Au niveau politique, le récit mythique remplit un rôle essentiel pour fonder la légitimité des nouveaux régimes. Les travaux d'Anne-Marie Thiesse sur *La création des identités nationales*¹ démontrent ainsi que les « traditions » centenaires, voire millénaires, sont des inventions récentes qui assurent une cohésion sociale, légitiment des institutions ou des rapports d'autorité en inculquant des valeurs ou des croyances. C'est pourquoi les politiques n'aiment pas beaucoup les historiens quand ils révèlent l'artifice de ces constructions idéalisées et parfois romanesques. Sur le plan scolaire, l'intégration de l'histoire au programme a suivi une voie parallèle en justifiant l'apprentissage du « roman national » dans le projet républicain de production d'un esprit civique. La fabrique scolaire de l'histoire devait à la fois éduquer de *bons* citoyens, mais aussi de *bons* soldats et de *bons* travailleurs,

¹ THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales. Europe XVIII-XX^e siècle*, Paris : Le Seuil, 1999, 302 p.



Salle du Conseil national, Palais fédéral, Berne.

Inauguré en 1902, le décor du haut lieu de la politique fédérale présente les grands mythes fondateurs, réanimés par des radicaux toujours hégémoniques (six conseillers fédéraux sur sept) et qui viennent de créer la première Fête nationale du 1er août, en référence au Pacte de 1291, détrônant 1848. Statués de part et d'autre du tableau central, Guillaume Tell, le héros qui a éliminé la tyrannie, et la Stauffacherin, qui a poussé les trois Suisses à prêter le fameux serment, encadrent Le Berceau de la Confédération du Genevois Giron, montrant les trois cantons primitifs : avec à droite la Tellsplatte d'où Tell a repoussé la barque du tyran, au fond Schwyz, à l'origine du nom et du drapeau suisses, à gauche la Prairie du Grütli.

© Services du Parlement 3003 Berne.

grâce à des récits proposant un destin commun aux différents groupes composant la Nation. À ce titre, la mise en avant de la paix du travail de 1937 et l'occultation parallèle de la grève générale de 1918 cherchent à gommer les conflits sociaux qui parsèment l'histoire du pays. De même, le récit des trois Suisses sur la prairie du Grütli ou le mythe de Guillaume Tell offrent un puissant moyen de faire coexister dans un même « récit national » les représentants de la Suisse radicale des grandes villes et des régions industrielles (grâce à la figure révolutionnaire des trois Suisses qui font serment d'assistance mutuelle), les cantons conservateurs montagnards (lieu du récit mythique), et même une partie des forces de gauche (la figure populaire de Tell luttant contre le pouvoir des élites). Les mythes peuvent ainsi à la fois participer d'un idéal d'émancipation et jouer un rôle conservateur. Mais en fin de compte, ce type de discours sur le passé brouille ou occulte toujours une partie de la réalité.

L'historien, tout comme l'enseignant, propose un point de vue analytique sur le passé. Or, l'histoire n'est pas une juxtaposition arbitraire de faits ou de dates, mais une science qui tente d'approcher au plus près la réalité par une interprétation du passé basée sur un croisement de différentes sources. Dans cette perspective, l'histoire n'est pas une simple opinion sur le passé. C'est une façon de construire une intelligibilité du passé, une capacité de comprendre et d'analyser des événements, car une interprétation historique des faits offre également des ressources pour se souvenir du passé et en mobiliser les éléments dans sa compréhension du présent.

Les évolutions de l'historiographie durant ces cinquante dernières années ne se réduisent pas à une tendance unique et cohérente de pratiques. Il y a toujours eu une pluralité de méthodes, même au sein d'une école historique. Ainsi, parmi les tenants des *Annales* qui défendent une histoire

économique de longue durée, de nombreuses voix se sont élevées dès les années 1970 pour intégrer des analyses issues de l'histoire sociale. Lors du tournant culturaliste et anthropologique des années 1990-2000 (histoire des émotions, des rapports homme-animal, etc.), les historiens n'ont jamais défendu un seul et même point de vue sur le passé. Aujourd'hui, les tenants d'un retour de l'histoire politique font également leur *aggiornamento* en proposant une rénovation profonde de leurs méthodes d'analyse². Comme toute science, l'histoire se nourrit de débats, de controverses scientifiques, autant si ce n'est plus que des polémiques politiques. C'est dans ce contexte que nous devons prendre la mesure du tournant actuel de l'histoire globale (également désigné comme histoire monde ou histoire interconnectée) qui n'est ni figée, ni monolithique, mais bel et bien une avancée originale de la recherche historique.

Si l'on se tourne finalement vers les débats qui ont marqué l'histoire nationale ces vingt dernières années, il est frappant de constater que les polémiques ne sont pas différentes de celles qu'ont connues d'autres pays. Le débat sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale fait étrangement écho aux discussions lancées par Robert Paxton sur la France de Vichy : depuis les travaux pionniers des années 1970 jusqu'aux controverses initiées en 1995, les chronologies helvétique et française suivent une même séquence. À la fin du siècle passé, le rapport Bergier a révélé une absence de débats sur la place publique qui a largement contribué aux succès des messages politiques de l'UDC qui emploie un arsenal mythique issu du roman national du XIX^e siècle. Ce mutisme est encore plus inquiétant sur le dossier des collaborations suisses au régime d'apartheid sud-africain.

L'enseignement de l'histoire doit tenir compte de ce contexte et doit aborder ces questions dans leur complexité et leur diversité. Les succès éditoriaux de l'histoire nationale de ces dernières années rendent compte d'un besoin d'histoire. S'il est

difficile d'abandonner l'histoire comme narration du passé, il importe aux enseignants de raconter les faits historiques, mais également de montrer aux élèves les choix opérés dans l'agencement du récit. Il faut étudier les usages publics et politiques de l'histoire afin de décoder les mésusages et les instrumentalisation possibles. La récente *Histoire de France* dirigée par Joël Cornette aux Éditions Belin en 2014 démontre qu'il est possible de raconter l'histoire et de montrer sa fabrication dans un même élan. La fonction créatrice du mythe prend sens non seulement dans l'apprentissage de son récit, mais également dans la critique de sa fonction.

L'auteur

Maître d'histoire au Gymnase Provence (Lausanne), auteur de plusieurs livres d'histoire économique et sociale, **Dominique Dirlwanger** organise, en collaboration avec l'Interface sciences-société de l'Université de Lausanne, des ateliers de vulgarisation en histoire. Lauréat du Pacte multimédia de la SSR-SRG idée suisse 2008, il a fondé l'association memorado.ch, dans l'optique de promouvoir la redécouverte de l'histoire suisse. dominique.dirlwanger@unil.ch

² Cf. BOTT Sandra, CROUSAZ Karine, KRÄMER Daniel, LEIMGRUBER Matthieu, SCHAUFELBUEHL Janick Maria, SCHUBERT Yan, « L'histoire politique en Suisse – une esquisse historiographique », *Traverse*, n° 1, 2013, p. 9-13.